

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Carrières-sous-Poissy

Lundi 9 mai 2016

La loi Gattaz passe à l'Assemblée... *Mais la balle est toujours dans notre camp*

À l'Assemblée nationale, depuis le mardi 3 mai, on discute de la loi Travail et de ses 5 000 amendements. D'un côté, la droite est embarrassée à l'occasion de cette loi dont même Sarkozy n'avait pas osé rêver. De l'autre, quelques frondeurs du PS tentent de ménager leur avenir politique (et électoral) en ne se mouillant pas trop derrière un gouvernement détesté. Mais derrière le théâtre parlementaire se tiennent les vrais dirigeants. Cette loi, ce sont les grandes entreprises et le Medef de Gattaz qui l'ont dictée au gouvernement. **49-3 ? Pas 49-3 ?**

L'épisode parlementaire sera peut-être de courte durée si le gouvernement utilisait l'article 49-3 de la Constitution pour imposer le projet de loi, comme l'envisagent Manuel Valls et François Hollande.

Mais 49-3 ou pas, cela ne changerait pas grand-chose pour les travailleurs.

En 2006, Chirac avait bien dû remballer son 'Contrat première embauche' devant la mobilisation de la jeunesse et des salariés, après avoir utilisé le 49-3 pour l'imposer et après même avoir promulgué la loi.

« *La vraie démocratie, elle est ici* » ont souvent scandé les jeunes dans les nombreuses manifestations contre la loi Travail qui se tiennent depuis plus de deux mois.

Oui, quand le monde du travail, quand la jeunesse se mêlent des affaires qui les concernent en descendant dans la rue, en faisant grève, en s'organisant, en étudiant les mauvais coups que les gouvernements et patrons nous préparent et en réfléchissant à comment y répondre, c'est infiniment plus démocratique.

Bien mieux que de laisser notre sort à nos prétendus représentants que nous aurions élus il y a quatre ans parmi les différents candidats à gérer les affaires de la bourgeoisie. La « démocratie » des gouvernants a sacrément l'odeur des gaz lacrymogènes et le goût des matraques et de la répression. La violence et les casseurs, il faut les rechercher du côté des puissants : du côté du Medef et de son gouvernement.

Comment gagner ?

Bien sûr, pour en finir avec cette loi anti-travailleurs, la mobilisation devrait monter d'un cran. Au-delà de journées d'action espacées, il faudrait que de larges secteurs du monde du travail entrent en

grève, pour menacer les affaires des patrons du Medef et les toucher au portefeuille.

Ce mardi 10 mai, les cheminots sont à nouveau dans les rues de Paris pour manifester contre les attaques du gouvernement et de leur direction (le 'Décret socle', c'est un peu leur loi Travail). Mais après les grèves de 24 heures du 9 mars, du 31 mars, du 26 avril, beaucoup d'entre eux disent qu'il serait vraiment temps de passer à la vitesse supérieure et qu'il ne suffira pas d'accumuler des journées de grève espacées. Sauf que leurs directions syndicales font la sourde oreille.

Les routiers sont appelés, par leurs syndicats CGT et FO, à une grève illimitée à partir du 16 mai. Des manifestations sont prévues ce jeudi 12 mai par les organisations syndicales.

Oui, il faut continuer à se mobiliser contre la loi Travail, saisir toutes les occasions de se faire entendre, et préparer la suite.

L'expérience accumulée en deux mois de mobilisations sera précieuse

C'est en luttant tous ensemble, en joignant les mobilisations de tous les secteurs, du public et du privé, de la jeunesse et des travailleurs, que l'on pourrait construire une force suffisante. C'est en nous organisant à la base et en nous coordonnant que nous pouvons gagner. Les étudiants qui ont cherché le contact avec les salariés ont bien raison.

Les Nuit debout qui se sont développées dans de nombreuses villes du pays, y compris certaines petites, ont le mérite de maintenir vive, soir après soir depuis le 31 mars, la contestation. Mais elles permettent aussi de regrouper ceux qui ont envie de faire remballer la loi Travail au gouvernement, et pourraient servir de cadre pour préparer le combat. L'indispensable convergence des luttes est à notre portée.

À quand le coup de chaud ?

Avec le retour des journées ensoleillées, sur Carrières c'est sauna gratuit dans les open spaces. En fait la direction attend début juin pour remettre en route la climatisation histoire de faire quelques économies sur notre dos. La veille du départ du week-end d'ascension nous avons même eu droit à un mail de rappel pour éteindre les appareils électriques. La direction fait la chasse aux oublis mais de son côté ce n'en est pas un !

Avant-goût de Loi Travail à PSA La Janais

Un nouveau véhicule arriverait à PSA La Janais ! Avec embauche de 100 « CDI intérim » ! Bah oui, loi Travail oblige : c'est PDI (Précarité à durée indéterminée). Mais « en échange », les ouvriers devront dire bye-bye aux plus âgés et aux augmentations de salaire, car la direction en profite pour imposer le gel et de nouveaux plans départs.

« Un signe d'espoir », « un accord donnant-donnant » prétendent les complaisants qui ont signé l'accord... Nous, on a du mal à voir autre chose qu'un chantage répugnant !

Vivement le carton rouge ?

Interrogé sur l'augmentation de son salaire, déjà famélique, Tavarès a botté en touche, se comparant à un joueur de football ou un pilote de F1. Mais à 57 ans il continue à se remplir les poches quand la plupart des sportifs a raccroché les crampons et surtout on n'a jamais entendu parler d'un footballeur organisant des plans de suppressions de postes dans son équipe.

Avec Tavarès sur le terrain, il faudrait jouer les matchs en 3-3-2.

La vérité est qu'il est grassement payé, par la famille Peugeot en tête, à organiser l'exploitation des salariés de PSA. Pointer du doigt artistes ou sportifs n'est qu'un moyen commode d'escamoter la réalité de sa fonction dans l'économie. Nous faire cracher du bénéf' au profit des actionnaires.

Piano mais pas sano

10 jours après la descente de la DGCCRF, Tavarès donnait son point de vue à l'assemblée nationale au sujet d'une harmonisation des prix entre essence et diesel. La réponse alambiquée de ce dernier se résume simplement : Ne touchez pas trop vite au diesel sinon mes marges coulent et je les referais sur le dos des salariés. Le chantage à l'emploi classique !

Il en appelle même à la neutralité des pouvoirs publics car ainsi c'est « toute la puissance des ingénieries [...] qui travaillent pour trouver des solutions performantes pour atteindre le résultat au meilleur coût pour le consommateur ». Certains d'entre nous étant chargés d'optimiser les passages

des tests NEDC, on sait à quoi peut être employée la « puissance » des ingénieries.

Pour rappel : le rapport du CNRS démontrant la dangerosité du diesel date des années 90 et la « neutralité » des pouvoirs publics a consisté à l'enterrer.

Ça s'appelle avoir du mordant

En 2014, un ouvrier de Poissy avait été licencié pour avoir pris un sens interdit alors qu'il dépannait un chef sur un autre poste que le sien. Les prud'hommes viennent de condamner PSA à 13 000 € de dommages et intérêts pour licenciement abusif et 1 300 € de frais d'avocat.

Quand les ouvriers se défendent jusqu'au bout, la direction remballé son arrogance. Il ne faut rien lâcher, aussi bien en justice que tous les jours sur le terrain.

Les voix du pouvoir et du patronat

Dimanche, Hollande commémorait l'anniversaire de la fin de la Deuxième guerre mondiale le 8 mai 1945. Ce même jour de 1945, à Sétif, des dizaines de milliers d'Algériens qui manifestaient pour réclamer l'indépendance furent massacrés par l'État français, sur ordre d'un gouvernement gaulliste auquel participaient des ministres socialistes et communistes. Pourtant, dimanche, aucun mot de Hollande là-dessus.

Il n'était visiblement pas le seul à entendre des voix martiales, puisque Macron, histoire d'en rajouter sur le Front national, présidait les très chauvines « fêtes de Jeanne d'Arc » à Orléans, saluant celle qui aurait « rassemblé la France ». Tout comme Hollande, Sarkozy et Le Pen, « en marche » donc pour nous entuber lors du scrutin de 2017 ?

Le tonneau des Danaïdes

Une étude publiée dans le journal allemand Handelsblatt révèle que 95 % des 220 milliards d'euros que la Grèce a reçus au titre de ses deux plans de « sauvetage » ont servi... à rembourser d'anciennes dettes, payer les intérêts de la dette souveraine et recapitaliser les banques grecques. La politique de l'Union européenne et du FMI en la matière est un véritable puits sans fond, dont les travailleurs grecs ne verront le bout qu'en y mettant un terme.

Paris : logements trop chers

D'après une récente étude des notaires franciliens, deux acquéreurs d'appartement parisien sur trois sont des cadres ou des dirigeants d'entreprise, la part des ouvriers et employés passant de 13 à 7 % en dix ans. Pas étonnant : le prix du mètre carré qui était de 5 200 euros en 2005 atteint maintenant 8 000 euros, un prix abordable seulement pour les plus aisés. Ou comment le fric impose l'apartheid social.